

Note de présentation non technique

Modification n°1 du PLU
Commune de Mazeley (88)
Dossier pour enquête publique

1.- La présentation du projet

a.- Maitre d'ouvrage et responsable du projet

Commune de Mazeley (Vosges).
Monsieur le Maire : Pascal Dugravot.

✉ Mairie de Mazeley
2 Grande Rue
88 150 MAZELEY
☎ 03-29-38-31-94

b.- Objet de l'enquête publique

La présente enquête publique concerne une procédure de Modification du PLU dans la commune de Mazeley dans le département des Vosges.

2.- Les caractéristiques principales du projet et son intérêt général

La Modification n°1 du PLU de Mazeley porte sur plusieurs points explicités ci après :

- ✕ **La réévaluation du PLU pour le mettre en compatibilité avec le SCOT des Vosges Centrales révisé** le 06 juillet 2021, en matière de sobriété foncière. En effet, ce document intégrateur définit de nouveaux objectifs en matière de consommation foncière et d'étalement urbain. Cette reprise du PLU se traduit plus particulièrement par une réduction de certains espaces proposés à l'urbanisation pour des constructions nouvelles au sein de la zone à urbaniser et de plusieurs terrains classés en zone urbaine UB ; situés en épaisseur du bâti et qui n'ont pas été construits depuis l'approbation du document d'urbanisme. l'ensemble de ces espaces est reclassé en zone à urbaniser sur le long terme 2AU « bloquée ». Aussi, ces terrains ne pourront être ouverts à la construction nouvelle qu'à la condition de procéder à une nouvelle reprise du document d'urbanisme qui devra alors justifier de l'utilité de la démarche. Cette démarche rend le document d'urbanisme plus raisonné et plus adapté aux besoins à court et moyen terme de MAZELEY, tout en permettant de modérer la consommation sur les espaces agricoles.

- ✕ **La reprise de plusieurs articles du règlement écrit** pour alléger l'instruction des autorisations d'urbanisme et adapter le document à la situation locale.
- ✕ **La reprise du document de zonage pour répondre à un besoin de développement d'un site d'exploitation agricole au sud du village.** Les bâtiments de cette exploitation bénéficient d'un classement particulier en zone agricole constructible AC. Celle-ci est étendue dans le cadre de la Modification du PLU vers le sud pour anticiper son développement à moyen à long terme, et ainsi pérenniser cette activité sur le territoire. Une étude spécifique (en annexe du dossier) a été menée sur ce secteur de projet et confirme l'absence de zones humides sur ce site.

Le projet a été notifié aux différents services (ou Personnes Publiques Associées) en avril 2022.

Les avis reçus sont joints au dossier d'enquête publique et feront l'objet d'une synthèse qui sera annexée à la délibération d'approbation de la procédure par le conseil municipal.

A noter que la CDPENAF a émis un avis défavorable sur le projet d'extension du site agricole et plusieurs services ont souligné l'intérêt de préserver les vergers qui auraient pu potentiellement être amenés à disparaître. C'est pourquoi le projet est largement revu à la baisse pour répondre à un besoin de développement mesuré de cette activité tout en veillant à ne plus inclure les vergers dans la nouvelle zone constructible.

3.- Les textes qui régissent l'enquête publique

a.- Les textes qui régissent l'enquête publique

Lorsque les communes réalisent des aménagements, des ouvrages ou des travaux, qui, en raison de leur nature, sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, ces opérations sont soumises à enquête publique. Cette enquête a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers, et de recueillir l'avis du public sur ces opérations. Les dispositions applicables à ces enquêtes ont été codifiées aux articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-46 du code de l'environnement.

Certains articles du code de l'environnement sont reproduits ci après :

« L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision. » (article L123-1 du code de l'environnement).

« La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10. » (article L123-9 du code de l'environnement).

« Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci. » (article L123-11 du code de l'environnement).

« Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-16 et L. 121-16-1, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne. » (article L123-12 du code de l'environnement).

« Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.

Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L. 123-13.

L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont informés de la tenue d'une telle réunion. » (article L123-15 du code de l'environnement).

b.- L'insertion de l'enquête publique dans la procédure de Modification du PLU

